



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 29 mars 05

Groupement enseignement général

Chef d'escadron
Franck MARESCAL
Groupe A3

Fiche de stratégie

OBJET : sujet n°3 : depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

La stratégie nucléaire est par essence dissuasive puisqu'il s'agit de convaincre un adversaire potentiel à réfléchir et à restreindre sa volonté offensive.

Limiter sciemment notre stratégie dans ce domaine en n'examinant que le volume de notre potentiel sans s'intéresser à ses capacités ou à sa mise en œuvre est pour le moins réducteur. L'après guerre froide a-t-elle restreint notre réflexion au point de ne considérer que la lutte contre la prolifération des armes nucléaires ? Ne peut-on aujourd'hui vraiment pas faire évoluer cette doctrine ?

Dans cette discussion où nous essaierons de clarifier et de répondre à ces questions, nous nous concentrerons sur la problématique française même si celle des autres grandes nations disposant de l'arme nucléaire est proche de la notre.

Quelques tentatives de réflexions et de discours de fond sur la stratégie nucléaire française ont existées dans les années 90. Il s'agissait pour une petite part de la nécessité de conserver une telle arme de destruction massive. La question était bien sûr d'actualité et somme toute assez logique avec l'effondrement du bloc de l'Est. Mais cette idée, probablement assez taboue, n'a bien sûr jamais été approfondie par les militaires. Cet enjeu vital pour la nation était d'ailleurs régulièrement réaffirmé par le chef de l'état.

D'autres parlaient volontiers de la dévalorisation d'une telle arme au regard des conflits régionaux et des interventions multinationales sous mandat de l'ONU dans lesquels les nations sont engagées régulièrement depuis 15 années.

L'emploi du nucléaire, loin d'être envisagé, est impossible compte tenu de la proximité des populations des belligérants et des pays voisins.

En outre, le développement d'une arme nucléaire « tactique » projetable proche des théâtres d'opérations a été réalisé puis très vite abandonné, ce qui montre qu'une réflexion soutenue dans ce domaine a tout de même existé dans le plus grand secret.

Enfin, de plus en plus de voix s'élèvent depuis quelques années pour la réduction des dépenses nucléaires (elles représentent 20% du total de la Défense) dans un contexte de budget contraint dans les armées. La réflexion des stratégies de la dissuasion nucléaire est probablement en œuvre pour argumenter dans un sens ou un autre et nous en saurons plus dans un avenir probablement assez proche. Cette idée est peut être aussi l'aboutissement du concept de non prolifération de l'arme nucléaire qui, elle, a été beaucoup plus présente depuis la chute du mur de Berlin.

La stratégie nucléaire n'a pas vraiment évolué depuis la fin de la guerre froide si l'on en juge par le nombre d'articles ou d'ouvrages écrits depuis. Ils se consacrent essentiellement à la volonté de lutte contre la prolifération de l'arme, débat en fait international où la logique de défense commune amène inévitablement à une diminution du nucléaire militaire, à l'image du démantèlement du plateau d'Albion.

Les essais nucléaires dans le Pacifique ont aussi agrémenté la polémique sur le sujet et la simulation a laissé la place à la réalité.

L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl a renforcé cette idée de non prolifération d'une arme dont on avait peut être oublié trop vite qu'elle pouvait avoir des effets si terribles.

Les communications régulières dans les médias donnent l'impression que seule cette question est importante, renforçant par la même le penchant des stratégies sur ce sujet.

La stratégie nucléaire récente était donc essentiellement axée sur la lutte contre la prolifération tellement la réflexion avait déjà été menée par le passé sur ses autres concepts, et aussi sans doute par la volonté de l'opinion publique. En fait, la discussion est assez pauvre à tel point que le CEMA, le général Bentégeat, dans la revue 'défense nationale' d'août 2004 souhaitait que l'on revisite la pensée de la dissuasion nucléaire.

Au delà de ce constat, le débat doit pourtant rester ouvert car dans un monde où l'adversaire a pris la forme du terrorisme (c'est-à-dire un ennemi mal défini, sans territoire précis, sans connaissance de ses forces réelles), l'arme nucléaire en tant que force de dissuasion sur ce type de menace n'est plus adaptée et doit être redéfinie. Gardons à l'esprit que les commanditaires des attentats du 11 septembre 2001 n'ont pas été dissuadés par l'arsenal nucléaire américain.

Notre stratégie nucléaire ne doit plus se borner à l'étude de la non prolifération. La révision de la doctrine, bien qu'à la charge du politique, doit être menée en concertation avec les armées qui ont un rôle réel à jouer dans cette réflexion.